

Le laboratoire de recherche juridique et d'analyse des politiques, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales – Marrakech - Université Cadi Ayyad En collaboration avec Le Centre Takamul pour les études et les recherches interdisciplinaires Et Forum des chercheurs du ministère de l'économie et des finances Et la Fondation Hanns Seidel, Organisent un Colloque international sous le thème:

## **"La question sociale à la lumière de l'identité moderne des finances publiques"**

Le 24 et 25 Octobre 2023

The Research Laboratory for Legal Research and Policy Analysis at the Faculty of Legal, Economic, and Social Sciences, Cadi Ayyad University, Marrakech, in collaboration with the Takamul Center for Interdisciplinary Studies and Research and the Hanns Seidel Foundation, is organising an International Symposium on the theme:

## **"The social issue in light of the modern identity of public finances"**

On October 24th and 25th, 2023

## Argumentaire :

La gestion des finances publiques et les transformations rapides qu'elle connaît, tant au niveau national qu'international, dans le domaine de l'évolution des systèmes de gestion d'une part, et dans le contexte des tensions et des chocs d'autre part, restent un domaine où convergent toutes les disciplines du savoir. Cela fait des finances publiques une entité hybride et adaptable, dérivant son idéologie et sa philosophie de l'analyse et de la compréhension des orientations du pouvoir politique et des décisions politiques, et en faisant de ses principes de gestion un champ de recherche pour atteindre l'efficacité financière souhaitée.

Dans un contexte d'ouverture internationale, La gestion des finances publiques cherche à réaliser la stabilité financière tout en s'appuyant sur les fondements du renseignement financier, contribuant ainsi à consolider le système des risques financiers émergents. Influencée par l'évolution technologique et les systèmes d'intelligence artificielle, elle est en quête de sécurité financière numérique.

Le chercheur est constamment conscient de l'importance d'un problème ou d'un événement social, suscitant ainsi son intérêt et sa réflexion surtout dans les circonstances actuelles (guerre, sécheresse, crise sanitaire, économique, etc.). Ces faits et problèmes, qu'ils soient sociaux, économiques, politiques, environnementaux, scientifiques, pédagogiques, éducatifs ou culturels, partagent malgré leurs différences une base commune qui est d'ordre

financier. Cette base financière est une valeur d'échange, et toute activité sociale repose principalement sur la fourniture des fonds nécessaires aux organisations (familles, entreprises, organisations non gouvernementales, relations internationales, etc.). qui ont besoin d'effectuer leurs opérations économiques.

Si nous prenons par exemple la dimension politique en tant que gestion conciliatrice, éthique et responsable des affaires publiques locales, nationales et internationales, visant la réalisation de la justice, la solidarité, la réduction des inégalités et l'indifférence, ainsi que l'amélioration du niveau et de la qualité de vie des populations, nous constatons une forte présence de problématiques financières et des efforts déployés pour les traiter à travers la rationalisation, la gestion, les réalisations et l'évaluation, etc. que ce soit au niveau de l'État central, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics et semi-publics.

En ce qui concerne la dimension économique, nous constatons également une forte présence de mécanismes innovants pour faire face aux manifestations de la rareté financière, en améliorant l'efficacité de la recherche de ressources et en déterminant les méthodes d'une utilisation efficace pour satisfaire les besoins collectifs essentiels. Cela est confirmé par l'étude des processus de production, la dynamique et la mobilité des biens, des services, des personnes et des capitaux, ainsi que par les processus de consommation de ces biens, services et infrastructures publiques, en plus de la distribution de la richesse et de l'exploitation de la dette financière. Nous enregistrons également des enjeux territoriaux structurels importants

qui peuvent être absorbés par les investissements publics, privés et mixtes qui semblent bénéfiques et rentables pour la société dans son ensemble, ainsi que pour les citoyens les usagers et les consommateurs en particulier.

S'agissant de la dimension sociale prise comme étant matrice de faits et de réalités collectifs et sociétaux interdépendants au sein d'une société, il est à constater que la problématique financière, qu'il s'agisse de finances publiques, privées ou mixtes, se manifeste à travers des modèles de comportement, de pensée et de sentiment des membres de la communauté en tant qu'individus ou groupes. Elle se caractérise par sa rareté, voire son absence, dans plusieurs situations sociales critiques que nous vivons actuellement, telles que la pauvreté, la déperdition scolaire, le sans-abrisme, le chômage, les charges familiales, de l'environnement, de la migration, des problèmes de sécurité et de criminalité, ainsi que la crise de l'aménagement du territoire, du marketing spatial et de l'architecture, etc.

Concernant les dimensions scientifiques/culturelles et pédagogiques/éducatives, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances, des attentes visées, des compétences et des normes de comportement, ainsi que leurs répercussions positives sur la vie individuelle, collective en termes de conscience, de formation, de cohésion, d'éthique, de stricte supervision des finances publiques, ainsi que d'innovation, d'amélioration du niveau de vie et du bien-être, nous constatons que le phénomène financier, qu'il soit public, privé ou mixte, constitue un levier indispensable pour promouvoir les conditions sociales, économiques, éducatives et scientifiques qui souffrent actuellement de dysfonctionnements profonds.

Il est communément admis que le changement social ne se réalisent pas par des suppositions et des prévisions, mais par une préparation effective quotidienne, hebdomadaire, mensuelle et annuelle à travers des politiques financières publiques fermes et responsables, qui valorisent la qualité de la gestion, favorisent la croissance économique, réduisent la pauvreté et allouent des ressources aux priorités éducatives, scientifiques, sociales, économiques et environnementales. Dans ce sillage, les finances publiques, par le biais de la décision financière, constituent un outil important permettant de suivre la trajectoire du pouvoir politique, via la soumission des ambitions du programme gouvernemental à la rationalité en fonction des contraintes de la réalité et des besoins sociétaux, tout en définissant les priorités et en organisant les choix voire en réécrivant les programmes et les plans gouvernementaux selon un format précis et structuré qui répond à la dynamique temporelle de la décision financière.

En tant que moule où se traduisent et s'expriment aussi bien les choix et les orientations des pouvoirs publics que leur volonté et stratégies de développement et d'investissement, les finances publiques constituent l'outil essentiel pour concevoir et mettre en œuvre la politique publique de l'État dans ce cadre à travers la garantie d'une répartition équitable des richesses et la préservation de l'équilibre financier et économique de l'économie nationale.

Étant donné que nous sommes confrontés, de nos jours, à une dialectique organique qui témoigne de l'évolution des finances publiques parallèlement à l'évolution du rôle de l'Etat et de ses interventions, la

consolidation d'un Etat de providence devrait passer obligatoirement par l'élaboration de décisions financières axées foncièrement sur la question sociale. D'autant plus que cette question est devenue un sujet d'intérêt pour les acteurs publics à l'échelle nationale et internationale, fondée sur la conviction profonde que l'élément humain est la principale source de la richesse. Par conséquent, il est essentiel pour les acteurs publics de le prendre en compte lors de l'élaboration de toute politique publique, y compris la politique financière.

Evoquer les finances publiques, c'est susciter une longue trajectoire historique. Le phénomène financier remonte à l'émergence des transactions financières entre individus. Cette trajectoire a connu de nombreuses transformations et manifestations, ce qui a influencé le développement de ce domaine de connaissance, suscitant des questions sur l'identité moderne que revêt la science des finances publiques. Que ce soit en termes de philosophie sous-jacente et de nature de la politique budgétaire, ou par le biais des processus de modernisation qu'elle a connus, en s'adaptant aux évolutions des divers domaines de connaissances tels que la science politique, l'économie, la sociologie, la psychologie, le droit administratif, etc.

Les transformations qu'ont connues les finances publiques, ainsi que les systèmes financiers comparés, en sont la meilleure preuve. On parle au début de la finance neutre qui émerge avec le concept de l'État gendarme, puis la finance fonctionnelle dans le cadre de l'État interventionniste, pour aboutir à ce qu'on appelle la finance participative citoyenne qui repose sur les mécanismes de contrat et de solidarité. Cette dernière se concentre sur

l'étude de l'impact de la finance publique sur l'individu et la société, jetant ainsi les bases de l'idée de l'État providence où l'intérêt pour la question sociale devient un indicateur essentiel de son existence. Nous pouvons dire que ces transformations ont conduit la science des finances à s'intéresser aux dimensions sociales en tant que fondements de l'État providence. Ainsi, la question sociale sera mise en évidence dans les lois des finances dans le but de placer cette politique parmi ses priorités et de la considérer comme l'un de ses principaux objectifs. Cependant, cela se heurtera aux contraintes de financement et à la faible interaction des citoyens avec ces mesures purement financières.

Cela mettra en évidence la question des sources de financement, où l'acteur public se tournera vers la recherche de ressources financières en plus des ressources fiscales, à travers la politique d'emprunt, en essayant d'adopter des méthodes efficaces pour gérer les dépenses publiques, soutenir la politique industrielle et encourager l'investissement en améliorant le climat des affaires, en plus des stratégies visant à construire un État social basé sur une gestion équitable des disparités entre les différentes catégories de la société. De plus, il est nécessaire de promouvoir la culture financière parmi toutes les catégories de la société afin de susciter la conscience financière chez les citoyens.

Parallèlement à cela, le monde a connu des crises mondiales qui ont remis en question les indicateurs et les fondements sur lesquels repose la finance publique. Cela s'est notamment manifesté par une réévaluation du rôle de l'État en fonction des transformations économiques et sociales, suite

à la propagation de la pandémie de COVID-19 au cours des années 2020-2021. Cette crise a été suivie par une autre crise, la crise ukraino-russe, qui a entraîné une reconstruction de la scène internationale et a pris des dimensions politiques, économiques, agricoles, sociales et sanitaires. Cela a entraîné une perte sans précédent d'emplois, une augmentation du taux de pauvreté et une forte inflation, créant ainsi une réalité de vie perturbée caractérisée par des inégalités et des déséquilibres sociaux.

Ainsi, la majorité des pays, y compris le Maroc, se sont retrouvés confrontés à une faiblesse et à une fragilité du système de gestion des risques, voire son absence. Cela a nécessité une reconsidération du rôle de l'État par l'acteur public, en accordant une attention aux dimensions sociales et en intégrant la question sociale au cœur du processus de modernisation des finances publiques. La politique financière du Maroc a souligné son intention de construire un modèle d'État social à travers une série de visions, de rapports et de lois (notamment la loi-cadre n° 09.21 sur la protection sociale) élaborés par l'acteur politique. La vision de ce modèle repose sur des piliers fondamentaux tels que la généralisation de la protection sociale à tous les travailleurs, l'extension de la couverture médicale à toute la population active, la création d'un revenu social pour la cohésion et la dignité des familles marocaines, la fourniture de soins de santé adéquats pour préserver la dignité des citoyens, ainsi que le développement du capital humain à travers ce qui est appelé "l'école de l'égalité des chances".

Dans cette optique, il apparaît essentiel d'harmoniser les finances publiques avec ces réformes sociales en orientant les ressources publiques

de l'État vers des domaines de dépenses susceptibles d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des citoyens, tout en soutenant les programmes sociaux. Cela implique également la recherche de nouveaux mécanismes de financement, la réduction de l'évasion fiscale et l'augmentation du niveau de conformité fiscale.

Sur cette base, la politique financière marocaine cherche à faire de la protection sociale, fondée sur sa vision de "l'État social", le moyen optimal d'atteindre l'État-providence. Ainsi, la généralisation des services à caractère social prévus dans la loi de finances de 2023, par exemple, est considérée comme le moyen le plus approprié pour atteindre l'objectif souhaité. De plus, la stabilité financière est liée à une problématique plus globale et plus importante, à savoir la stabilité financière mondiale qui impacte tous les systèmes financiers. Ces systèmes connaissent une évolution rapide des technologies financières, ce qui pose des défis croissants en établissant des liens entre le national et l'international par le biais de la création d'organes de régulation et de surveillance, afin de construire un arsenal intégré pour gérer les risques inhérents qui se trouvent au cœur du processus décisionnel financier.

Pour aborder ces problématiques soulevées dans cet argumentaire, en raison de leur importance et de leur actualité, les comités responsables de cette conférence scientifique internationale, appartenant au groupe de recherche en ingénierie financière, évaluation, audit et analyse des politiques publiques au sein du laboratoire de recherche et d'études juridiques et d'analyse des politiques, en partenariat avec le Centre TAKAMUL des

études et des recherches, ont identifié les axes ci-dessous pour l'étude, la recherche et l'enrichissement des discussions entre les enseignants, les étudiants, les chercheurs, les praticiens, les experts et tous ceux qui s'intéressent à ce sujet, tant au niveau régional, national qu'international :

- 1. L'impact des paradigmes intellectuels économiques sur l'édification de l'État social.**
- 2. L'impact des transformations de la politique financière sur l'identité moderne des finances publiques.**
- 3. Les politiques financières publiques et les multiples questions sociales.**
- 4. L'État social : examen des approches de financement.**
- 5. Les finances publiques et la gestion du système de risques.**
- 6. L'avenir des finances publiques à l'ère de la numérisation et de l'intelligence artificielle.**
- 7. La finance publique et les ambitions de l'État territorial.**
- 8. Les finances publiques dans les agendas des institutions gouvernementales : politique monétaire, planification, renseignement financier.**
- 9. La stabilité financière mondiale et la question sociale.**

10. **La contribution des ressources naturelles au financement de l'économie nationale et à la réduction des disparités sociales et territoriales.**
11. **Les administrations publiques, la gestion financière, l'exécution des budgets et la gestion de l'écart entre les prévisions et les réalisations.**
12. **Le rôle des entreprises et des entrepreneurs dans l'investissement et le financement des questions sociales.**
13. **Le rôle des banques, des institutions de financement participatif, des institutions de crédit et du rééchelonnement du crédit dans le financement du marché du travail et de l'économie.**

### **Background:**

Public finance management and the rapid transformations it is undergoing, both at the national and international levels, in terms of the evolution of management systems on the one hand and in the context of tensions and clashes on the other, remain a field where all disciplines of knowledge converge. This makes public finance a hybrid and adaptable entity, drawing its ideology and philosophy from the analysis and understanding of the orientations of political power and political decisions and making its management principles a field of research to achieve the desired financial efficiency.

In a context of international openness and expansion, public finance management seeks to achieve financial stability while building on the foundations of financial intelligence, thus helping to consolidate the system of emerging financial risks. Influenced by technological developments and artificial intelligence systems, it is searching for digital financial security.

The researcher is constantly aware of the importance of a problem or social event, sparking interest and reflection, especially in current circumstances (war, drought, health crisis, and economic crisis, among other things). These facts and problems, whether social, economic, political, environmental, scientific, pedagogical, educational or cultural, share a common financial basis, despite their differences. This financial basis is an exchange value, and all social activity relies primarily on providing the necessary funds to organisations (families, businesses, non-governmental organisations, and international relations, among others) that need to complete their economic operations.

If we take, for example, the political dimension as the conciliatory, ethical and responsible management of local, national and international public affairs aimed at achieving justice, and solidarity, reducing inequality and indifference, as well as improving people's living standards and quality of life, we find a strong presence of financial issues and efforts to deal with them through rationalisation, management, achievements and evaluation, and so forth, be they at the level of the central State, local authorities, public and semi-public establishments and enterprises.

Regarding the economic dimension, we also note a significant presence of innovative mechanisms for dealing with the manifestations of financial scarcity by improving the efficiency of the search for resources and determining methods for their effective use to satisfy essential collective needs. The study of production processes confirms this, the dynamics and mobility of goods, services, people and capital, as well as the consumption processes of these goods, services and public infrastructures, in addition to the distribution of wealth and the exploitation of financial debt. We are also witnessing major structural territorial issues that can be absorbed by public, private and mixed investments that appear beneficial and profitable for society and citizens, users and consumers in particular.

About the social dimension as a matrix of interdependent collective and societal facts and realities within a society, it should be noted that the financial issue, whether public, private or mixed, manifests itself through patterns of behaviour, thought and feeling of community members as individuals or groups. It is characterised by its dearth, or even absence, in many of the critical social situations we are currently experiencing, such as poverty, school drop-out, homelessness, unemployment, family burdens, the environment, migration, safety and crime problems, as well as the crisis in land-use planning, spatial marketing and architecture, to name but a few.

Concerning the scientific/cultural and pedagogical/educational dimensions, i.e. the body of knowledge, desired outcomes, skills and standards of behaviour, as well as their positive repercussions on individual and collective life in terms of awareness, training, cohesion and ethics, of strict

supervision of public finances, as well as innovation, improved living standards and well-being, we see that the financial phenomenon, whether public, private or mixed, is an indispensable lever for promoting social, economic, educational and scientific conditions that are currently suffering from profound dysfunction.

It is widely accepted that suppositions and forecasts do not achieve social change, but by adequate preparation on a daily, weekly, monthly and annual basis through firm and responsible public financial policies that value quality management, promote economic growth, reduce poverty and allocate resources to educational, scientific, social, economic and environmental priorities. In this vein, public finance, through financial decision-making, is a crucial tool for monitoring the trajectory of political power by subjecting the ambitions of the government program to rationality according to the constraints of reality and societal needs while defining priorities and organising choices or even rewriting government programs and plans according to a precise and structured format that responds to the temporal dynamics of financial decision-making.

Acting as a mould for the choices and orientations of public authorities, as well as for their development and investment strategies, public finances are an essential tool for designing and implementing the State's public policy within this framework by guaranteeing an equitable distribution of wealth and preserving the financial and economic equilibrium of the national economy.

Given today's organic dialectic, which reflects the evolution of public finances in tandem with the changing role of the State and its interventions, the consolidation of a welfare State should necessarily involve the elaboration of financial decisions fundamentally focused on the social dimension. All the more so as this issue has become a subject of interest for public players at both national and international levels, born of the profound conviction that the human element is the primary source of wealth. Therefore, public players must consider this when drawing up any public policy, including financial policy.

When discussing public finance, we are talking about a long historical trajectory. The financial phenomenon dates back to the emergence of financial transactions between individuals. This trajectory has undergone numerous transformations and manifestations, influencing the development of this field of knowledge and raising questions about the modern identity assumed by the science of public finance, not only in terms of its underlying philosophy and the nature of fiscal policy but also through the modernisation processes it has undergone, adapting to developments in various fields of knowledge such as political science, economics, sociology, psychology, administrative law, among others.

The transformations in public finance and comparative financial systems are the best proof of this. First came neutral finance, which emerged with the concept of the policeman state, then functional finance in the context of the interventionist State, culminating in what is known as citizen participatory finance, based on the mechanisms of contract and solidarity. The latter

focuses on the study of the impact of public finance on the individual and society, laying the foundations for the welfare state, where interest in the social issue becomes an essential indicator of its existence. We could say that these transformations led the science of finance to take an interest in the social dimensions as the foundations of the welfare state. Thus, the social issue was highlighted in finance laws, aiming to place this policy among its priorities and consider it as one of its main objectives. However, this will come up against funding constraints and low citizen interaction with these purely financial measures.

This highlights the issue of funding sources, where the public actor will turn to seeking financial resources in addition to financial resources through borrowing policy, trying to adopt efficient methods to manage public spending, supporting industrial policy and encouraging investment by improving the business climate, in addition to strategies aimed at building a social state based on equitable management of disparities between different categories of society. Moreover, it is necessary to promote a financial culture among all categories of society in order to raise financial awareness among citizens.

Concurrently, the world has experienced global crises that have called into question the indicators and foundations on which public finance is based. This has manifested itself in a reassessment of the role of the State in the light of economic and social transformations following the spread of the COVID-19 pandemic in the years 2020-2021. After this, another crisis, the Ukrainian-Russian crisis, led to a reconstruction of the international scene,

taking on political, economic, agricultural, social and health dimensions. As a result, there has been an unprecedented loss of jobs, rising poverty rates and high inflation, creating a disrupted reality of life characterised by inequality and social imbalance.

As a result, most countries, including Morocco, faced a weak, fragile or non-existent risk management system. This has necessitated a reconsideration of the role of the State by the public actor, paying attention to the social dimensions and integrating the social issue at the heart of the process of modernising public finances. Morocco's financial policy has underlined its intention to build a social state model through a series of visions, reports and laws (notably framework law no. 09.21 on social protection) drafted by the political actor. The vision of this model rests on fundamental pillars such as the generalisation of social protection to all workers, the extension of medical coverage to the entire working population, the creation of a social income to ensure the cohesion and dignity of Moroccan families, the provision of adequate healthcare to preserve the dignity of citizens and the development of human capital through what is known as the "school of equal opportunity".

With this in mind, it seems essential to harmonise public finances with these social reforms by directing the State's public resources towards areas of expenditure likely to improve citizens' living standards and well-being while supporting social programs. This also implies finding new financing mechanisms, reducing tax evasion and increasing tax compliance.

Accordingly, Moroccan financial policy seeks to make social protection, based on its vision of the "social State", the optimal means of achieving the welfare State. Thus, for example, generalising social services provided in the 2023 Finance Act is the most appropriate means of achieving the desired objective. Moreover, financial stability is linked to a more global and vital issue, namely global financial stability, which impacts all financial systems. These systems are undergoing a rapid evolution in financial technologies, which poses increasing challenges in linking the national and the international through the creation of regulatory and supervisory bodies to build an integrated arsenal to manage the inherent risks at the heart of the financial decision-making process.

To address the issues raised in this argumentation, due to their importance and relevance, the organising committee of this international scientific conference, belonging to the research group in financial engineering, evaluation, auditing, and analysis of public policies within the research and legal studies and policy analysis laboratory, in partnership with the TAKAMUL Center for Studies and Research, have identified the following areas for study, research, and enriching discussions among teachers, students, researchers, practitioners, experts, and all those interested in this subject, at regional, national, and international levels:

1. The impact of economic, intellectual paradigms on the construction of the social State.

2. The impact of transformations in financial policy on the modern identity of public finance.
3. Public financial policies and multiple social issues.
4. The Social State: examining approaches to financing.
5. Public finance and risk management.
6. The future of public finance in the age of digitisation and artificial intelligence.
7. Public finance and the ambitions of the territorial State.
8. Public finance in the agendas of government institutions: monetary policy, planning, financial intelligence.
9. Global financial stability and the social issue.
10. The contribution of natural resources to financing the national economy and reducing social and territorial disparities.
11. Public administration, financial management, budget execution and managing the gap between forecasts and achievements.
12. The role of companies and entrepreneurs in investing in and financing social issues.
13. The role of banks, participatory finance institutions, lending institutions and loan rescheduling in financing the labour market and the economy.

## Normes de soumission des communications

### Submission Guidelines:

• **La priorité sera accordée aux contributions pertinentes et originales conçues selon une approche transdisciplinaire ou à partir des études de terrain.**

• Les contributions peuvent être rédigées en arabe, en français ou en anglais et envoyées sous format Word (taille de police: 16).

• Les contributions doivent s'inscrire dans le cadre problématique du thème du Colloque et respecter les normes de rédaction scientifique.

• Le nombre de caractères de la communication est entre 4000 et 6000, y compris les références et les notes de bas de page.

• Le résumé de la proposition ne doit pas dépasser 500 caractères. Il peut être rédigé en arabe, en français ou en anglais tout en comportant en outre le nom, l'intitulé et l'affiliation institutionnelle.

• Toutes les communications seront soumises à une évaluation préalable par les pairs.

• Seuls (es) les participants (es) dont les communications sont acceptées qui seront invités (es) à participer au Colloque.

• Les auteurs doivent envoyer également un C.V. ne dépassant pas une seule page, comportant principalement, **le nom et le prénom, le numéro de téléphone, la ville, le courriel, l'Université et les principaux domaines de recherche.**

• Un mois est octroyé aux participants (es) afin de retravailler les communications présentées avant la publication des travaux du Colloque soit dans un ouvrage collectif ou dans la Revue de Takamul. Un comité sera chargé de faire l'évaluation de l'ensemble des travaux qui seront publiés.

- Priority will be given to relevant and original contributions designed using a transdisciplinary approach or based on field studies.
- Contributions can be written in Arabic, French, or English and should be submitted in Word format (font-size: 16 for contributions in Arabic, and font-size: 12 for those in French and English).
- Contributions should align with the problematic framework of the Symposium theme and adhere to scientific writing standards.
- Submission length should be between 4000 and 6000 characters, including references and footnotes.
- The proposal abstract should not exceed 500 characters and can be written in Arabic, French, or English, including the name, title, and institutional affiliation.
- All submissions will undergo a peer review process.
- Only participants whose submissions are accepted will be invited to participate in the symposium.

- Authors should also send a one-page CV, including their full name, phone number, city, email, university, and primary research areas.

• Participants will be given one month to revise their presented contributions before publishing the Symposium proceedings in a collective work or on Takamul Journal. A committee will be responsible for evaluating all the works that will be published.

### Calendrier à respecter

#### Timeline to be followed:

Soumission de résumés (500 caractères)	22 juillet 2023
Notification d'acceptation des résumés	31 juillet 2023
Réception des communications définitives	30 septembre 2023
Date de l'organisation du Colloque	24 et 25 Octobre 2023

Submission of abstracts (500 characters)	June 22nd, 2023
Notification of abstract acceptance	July 22nd, 2023
Submission of final papers	September 30th, 2023
Symposium dates	October 24th and 25th, 2023

## Remarques

### Notes:

- L'hébergement des intervenants (nationaux et étrangers) sera pris en charge par les organisateurs.
- **Tous les intervenants doivent assister à tous les actes du colloque.**
- The organisers will cover accommodations for speakers (both national and international).
- No compensation will be provided for presentations.
- **All speakers are required to attend all sessions of the symposium.**

### Contact:

[colloque.finance@gmail.com](mailto:colloque.finance@gmail.com)